

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1365>



Rentrée 2011 : rien ne va plus...

- La revue - Les archives de la revue - Année 2011-2012 - N°31 septembre-octobre 2011 -



Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2011

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

En cette rentrée, les choix éducatifs du gouvernement confirment toujours davantage ses orientations néolibérales : c'est l'école de la sélection, dont la finalité est l'employabilité du plus grand nombre et la préservation des élites. C'est aussi l'école de la gouvernance où l'autonomie est un levier de gestion d'une pénurie de moyens jamais égalée...

« Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés » : de la maternelle à l'université, l'orientation néolibérale se déploie à travers des dispositifs ou des mesures qui font sens entre elles. Dès le plus jeune âge, l'élève grandit, sur fond de cours de morale, au rythme des évaluations incessantes : compétition, remédiation, sélection... On consigne ses (in)-compétences dans le LPC et le grand tri peut s'effectuer désormais dès la fin de la 5ème : les plus en difficulté sont dirigés vers l'alternance, l'apprentissage (DIMA), la préprofessionnalisation.

Au cours de la scolarité obligatoire, les parcours n'ont donc rien de « commun ». Les différentes voies du lycée sont encore plus marquées socialement depuis les différentes réformes. Les conditions d'étude des élèves se sont considérablement dégradées et les logiques de compensation mises en place (stages pendant les vacances, accompagnement dit « personnalisé ») ne résolvent rien... L'université n'est pas en reste, l'arrêté Licence fait lui aussi la part belle aux compétences au détriment de la Recherche...

Supprimer les postes pour détruire l'école

L'école doit répondre aux cadres dictés par l'Union Européenne (être compétitive au regard des évaluations internationales) : elle doit donc se comporter comme une entreprise, c'est-à-dire atteindre des objectifs quantitatifs et limiter au maximum les dépenses... Depuis des années, les postes sont supprimés par milliers... Pour le gouvernement, saigner à ce point l'Education nationale présente de multiples avantages, dont celui de réduire la dépense publique. Mais pas seulement : cela lui permet aussi de détruire le statut de fonctionnaire en s'attaquant à la formation, en changeant les règles du recrutement (postes profilés en ECLAIR), en recourant à davantage de précarité ; de dégrader les conditions d'études pour favoriser la sélection ; de dénaturer les missions de l'enseignant pour installer, en profondeur, une réforme complète de l'institution.

Les suppressions de postes sont si massives que les effets en sont visibles et patents dès la rentrée. Les médias ont fait état des classes sans profs, des effectifs surchargés, des options supprimées. La question budgétaire a le mérite de rassembler (grève unitaire du 27 septembre), même si certains semblent oublier que la logique comptable est étroitement liée aux orientations en termes de politique éducative.

Rentabilité et « leviers d'efficience »

Les chefs d'établissements ont plébiscité, en leur temps, l'autonomie, et ils en paient aujourd'hui la contrepartie : il leur incombe de gérer la pénurie et d'effectuer des choix qui n'en sont pas. Et chaque « choix » grève un peu plus l'égalité sur le territoire, renforce la déréglementation, ruine toute référence nationale. Les leviers qu'ils utilisent vont dans le sens de la dégradation des conditions d'étude, qu'il s'agisse de limiter le nombre de cours à effectifs réduits (plus de 33 % des établissements utilisent ce levier)(1) ou d'effectuer des regroupements pédagogiques artificiels. Ce sont les établissements de l'éducation prioritaire et les Lycées Professionnels qui paient le plus lourd tribut. 33 % des CLAIR, par exemple, sont contraints de réduire leurs dispositifs de remédiation : c'est un comble ! La loi de l'école n'a plus grand-chose à voir avec la pédagogie, c'est bien la loi du marché.

Les personnels du service public d'éducation sont doublement touchés par les coups portés : d'une part, la politique éducative à l'oeuvre les rend malades, et ils subissent des réformes qu'ils désapprouvent ; d'autre part, leur métier change, ils sont dans l'impossibilité de faire du « beau travail » et les menaces sur le statut et le service ne font qu'aggraver le stress existant. Pourtant, comme les parents, ils sont attachés au service public d'éducation, ils ont mené ensemble des luttes ces derniers mois pour en préserver la qualité . La résistance se poursuivra car seul un vrai mouvement social permettra d'imposer un autre projet d'école, véritable enjeu de société. ĩ

Véronique Ponvert

1) Les chiffres sont issus de l'enquête publiée par le SNPDEN fin août 2011.